

Il faudra examiner attentivement nos intérêts dans les conflits régionaux avant d'y engager de maigres ressources.

Conflits régionaux

Un dernier ensemble de questions porte sur les conflits qui agitent le Tiers monde. Ces conflits engagent presque tous le Canada sur le plan humanitaire. Certains portent atteinte à nos intérêts économiques. Il y en a cependant assez peu qui touchent pour l'instant nos intérêts stratégiques ou, en d'autres termes, qui présentent une menace pour les régions en cause, les relations entre nos alliés ou la paix mondiale. De fait, seuls les conflits qui attirent les journalistes occidentaux semblent pénétrer réellement notre conscience. Le conflit en Amérique centrale a, par exemple, reçu bien plus d'attention que la guerre en Afghanistan ou au Kampuchea. Pour décider de l'opportunité et de la forme d'une éventuelle action face à un conflit donné dans le Tiers monde, il nous faut déterminer la façon dont nos intérêts sont touchés (fondamentalement ou de façon marginale), les moyens dont nous disposons et la mesure dans laquelle notre décision doit être conditionnée par notre sentiment de responsabilité à l'égard du système international. Il va de soi que nous ne pouvons nous permettre d'accorder la priorité à tous les problèmes.

L'Amérique centrale et les Antilles sont les régions troublées qui sont les plus proches du Canada. On convient généralement que l'agitation dans cette partie du monde s'explique par des facteurs socio-économiques. Nos programmes d'aide à l'Amérique centrale constituent-ils une contribution adéquate à la stabilité de la région? Nos intérêts au chapitre de la politique et de la sécurité sont-ils suffisamment importants pour justifier un rôle accru? Dans les Antilles, une présence canadienne plus active au niveau de la sécurité aurait-elle une influence stabilisatrice et contribuerait-elle à atténuer la rivalité entre superpuissances?

On discute depuis longtemps de l'opportunité de l'adhésion du Canada à l'Organisation des États américains (OEA), et de solides arguments viennent appuyer les deux thèses. Quelle est la position des Canadiens sur cette question?

Au fil des ans, nous avons tenté de maintenir l'équilibre dans nos relations avec Israël et avec ses voisins arabes. Les Canadiens considèrent-ils que cet équilibre est le bon?

Depuis 25 ans, aux Nations unies et au sein du Commonwealth le Canada débat la question politique de l'Afrique australe. Nous nous sommes opposés à l'apartheid, la formule répugnante de discrimination raciale qu'a légalisée l'Afrique du Sud. Nous avons favorisé l'indépendance des pays sous emprise coloniale et nous avons aidé les pays nouvellement indépendants à devenir plus autonomes. Il est généralement admis que le Canada devrait œuvrer en faveur de l'indépendance de la Namibie par l'entremise des Nations unies. On s'entend aussi généralement pour dire que nous devrions agir de concert avec d'autres pays afin de contrer l'apartheid et de soutenir ceux dont les droits sont bafoués. Il y a cependant un vif débat dans les milieux internationaux, et dans la société canadienne, sur la meilleure façon d'opérer des changements. Comment le Canada et d'autres pays peuvent-ils presser l'Afrique du Sud de changer ses politiques sans isoler ce pays et rendre plus difficiles la communication et la transition pacifique? Les investissements étrangers sont-ils une partie du problème ou de la solution?